

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 41 - 1 FRANC - 9-2-1972

NOUVELLE SOCIÉTÉ :

LA FIN DES ILLUSIONS

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

REPONSE DE
PIERRE BOUTANG

IRLANDE : L'ENGRENAGE

Quatorze morts ont mis fin à la fausse neutralité de l'armée anglaise dans le drame irlandais. L'Angleterre réagit vis-à-vis des catholiques irlandais comme une puissance coloniale qui mate des indigènes rétifs. L'engrenage fonctionne désormais avec régularité : ce qui n'était qu'un détachement chargé d'aider le gouvernement de Belfast est devenu une force honnie comme une armée d'occupation. En deux ans, le nombre de soldats anglais stationnés en Irlande du Nord est passé de quelques centaines à plus de dix mille. Le nombre des morts a aussi augmenté ; deux cent trente-trois Irlandais du Nord et soldats anglais ont payé de leur vie plusieurs siècles d'erreurs politiques. Il est vrai que depuis l'annexion de l'Irlande par la couronne anglaise, l'histoire irlandaise est marquée par le sang des soulèvements et des guerres civiles.

Il est facile au gouvernement britannique d'alléguer que la fusillade fut un « malheureux accident », ou, par la voix du ministre de la Défense, de rejeter la responsabilité sur l'I.R.A. En fait, le « dimanche sanglant » de Londonderry se situe dans une perspective de continuité où l'armée anglaise et l'I.R.A. verte (nationaliste) franchissent tour à tour les étapes de l'escalade qui mènent à la guerre intérieure.

La première étape de l'escalade fut franchie par le gouvernement de Belfast le 12 août 1969, quand il autorisa une manifestation orangiste (protestants pro-britanniques) dans le quartier catholique de Londonderry. La riposte ne se fit pas attendre : pendant trois jours, les catholiques combattirent la police ulstérienne et les Special B (milice protestante). A partir de ce jour, les désordres n'ont plus cessé. Aux attentats de l'armée républicaine irlandaise, les troupes anglaises ont répondu par l'occupation des quartiers catholiques, mesure susceptible, selon le commandement, d'atténuer, voir de supprimer les attentats.

Devant l'échec de l'occupation et l'accroissement des actes de violence, le gouvernement britannique a envoyé de nouvelles troupes, s'enfermant ainsi en Irlande du Nord. Les premières mesures politiques imposées par Londres, garanties civiques et promesses, ont vite été annulées par le déroulement des événements. Une nouvelle solution a été trouvée : l'internement préventif des « meneurs » catholiques ; puis des meneurs aux militants, le pas est vite franchi ; aujourd'hui, le simple soupçon de sympathie envers la cause irlandaise suffit à entraîner l'internement. Déjà, cinq cents Irlandais du Nord sont détenus dans des camps qui rappellent

d'autres temps que l'Angleterre n'a pas eu à subir. Depuis décembre, un deuxième camp a été ouvert, l'autre ayant « fait le plein ». Le libéralisme anglais n'hésite plus devant les méthodes para-légales : perquisitions par l'armée, tir à vue sur les « suspects », tortures... Le général Ford, commandant des forces armées de terre, justifie la torture par la nécessité d'extorquer des renseignements ; pourtant, plusieurs de ces suspects torturés ont été relâchés par les troupes anglaises pour « erreur ». Le gouvernement anglais a ainsi soudé l'unité de la population catholique face aux « occupants ».

Quant aux Orangistes, leur collaboration avec l'armée anglaise s'accroît, la présence de cette armée reste leur seule garantie face à la militarisation croissante des catholiques. L'erreur serait grande si on assimilait purement et simplement les Orangistes à la totalité de la population protestante. Nombreux sont ceux qui ont rejoint le combat de leurs patriotes catholiques, même comme dirigeants. Le clivage ne se situe plus entre communautés religieuses mais entre ceux qui désirent maintenir le statut quo et qui se regroupent autour du gouvernement ulstérien s'ils sont modérés ou autour des Orangistes s'ils préconisent un retour à la situation, et les catholiques et protestants qui visent à long terme la réunification de l'île. Le paradoxe réside dans la « tolérance » actuelle entre les partisans de Paisley qui jugent le gouvernement de M. Brian Faulkner trop faible et l'I.R.A. ; le gouvernement de Belfast est l'ennemi commun, et seule la modération n'est pas admissible dans l'Irlande déchirée.

Jusqu'ici le rôle de la République d'Irlande était resté relativement discret, l'I.R.A. était aussi sévèrement pourchassée qu'en Ulster. M. Lynch, premier ministre, n'avait pas hésité à écarter les ministres nationalistes qui préconisaient une politique plus ferme à l'égard de Londres. En acceptant de financer les organisations qui luttent « pacifiquement » contre la mainmise britannique, le gouvernement irlandais se départit de sa réserve. Trop faible pour obtenir à elle seule un changement décisif, l'Irlande tente d'obtenir un soutien international. Le discours à New York de M. Hillery, ministre de la Défense, montre clairement que l'Irlande ne saurait admettre que la Grande-Bretagne continue l'escalade de la violence en Ulster. Assurés d'un soutien plus actif du gouvernement de Dublin, les nationalistes vont intensifier leur action, d'autant que le gouvernement de l'Ulster a eu un rôle à peu près nul pendant les événements.

La désagrégation du pouvoir ulstérien laisse face à face protestants « durs » et armée anglaise d'une part, catholiques et Irlandais du Sud d'autre part. Nombreux sont ceux qui réclament le départ des troupes anglaises ; celles-ci parties, la guerre civile entre les protestants fanatiques et le reste de la population serait presque inévitable. Les premiers se jugeraient abandonnés, et les seconds tiendraient le départ anglais pour un recul du gouvernement de Londres. Pourtant les propositions d'un règlement pacifique de la crise ne manquent pas. M. Lynch a proposé la réunion d'une conférence où toutes les parties en cause seraient présentes. A plusieurs reprises, le gouvernement irlandais a offert aux protestants d'Ulster des garanties semblables à celles dont bénéficie la minorité protestante installée en république de l'Irlande. La proposition, qui paraît équitable à première analyse, ne peut être acceptée par l'« établissement » protestant qui tire de la position inférieure des catholiques toute sa puissance. De plus, en favorisant le fanatisme religieux de gens comme le pasteur Paisley, cet établissement s'est acquis un certain soutien de la part des protestants pauvres, regroupés dans l'Ordre d'Orange. Aujourd'hui comme au XIX^e siècle, la situation irlandaise apparaît comme inextricable. Dans les années vingt, l'Irlande du Sud a acquis son indépendance par les armes qui couronnèrent ainsi le harcèlement poursuivi pendant des dizaines d'années. Le gouvernement de Londres aurait tout intérêt à tenir compte des leçons de l'Histoire.

Axel ALBERG.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement un an : 35 francs
Abonnement soutien : 70 francs
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10

Editorial

M. Chaban-Delmas est un homme très malheureux : son numéro d'illusionniste commencé voici deux ans et demi ne séduit plus personne. A l'automne 1969, le play-boy de Matignon, se prenant sans doute pour J.-F. Kennedy, avait repris l'idée d'une « nouvelle frontière » chère au défunt président des U.S.A., en la rebaptisant « nouvelle société ». Dans l'esprit du Premier Ministre, il s'agissait de remédier aux grincements de la machine techno-bureaucratique et de canaliser les mécontentements les plus hurlants en intégrant un peu plus le syndicalisme dans l'Etat par le biais des « contrats de progrès » : ces contrats garantissaient une augmentation de la masse salariale contre la promesse tacite que les centrales freineraient les grèves. Par ailleurs, l'hyper-centralisation jacobine serait non pas abolie mais assouplie par une réforme instaurant en apparence une large décentralisation, en réalité une certaine déconcentration administrative.

On sait ce que M. Pompidou a fait de la réforme régionale. Quant aux contrats de progrès, ils ont eu d'abord un certain succès, notamment avec l'accord E.D.F. - G.D.F., ceux de la Régie Renault et de la Fonction Publique. F.O. et la C.F.T.C. se révélaient des partisans convaincus de la politique contractuelle, la C.F.D.T., hostile en théorie, suivant plus ou moins le mouvement, et même l'opposition de la C.G.T. était relative.

Mais des contrats de progrès sont bien dérisoires pour résoudre la crise de la société française. Une augmentation (très relative) du pouvoir d'achat ne saurait constituer un remède aux cadences de travail souvent infernales, à la déification de l'expansion et

à ses conséquences sur la dégradation de la qualité de la vie. La morosité et la révolte latente chez les jeunes, les habitants des mégaloïdes, les régionalistes désireux de sauver leur province, montraient rapidement que la nouvelle société n'était qu'un replâtrage incertain de celle qui avait abouti à la crise de 1968.

Et voici que le plâtre craque : à l'approche des élections, les bureaucraties syndicales se réveillent. Susciter un « alourdissement du climat social » et paraître prendre la tête des revendications populaires en les réduisant à de simples questions d'augmentation de salaires, a toujours été la tactique de la C.G.T. à l'approche des législatives. Au moment où la C.F.D.T. semble vouloir servir de plate-forme syndicale au Parti Socialiste, M. Ségué se devait de garder l'initiative. Alors que le Régime se débat dans des scandales monstrueux, que l'affaire des impôts de M. Chaban-Delmas provoque l'indignation et l'écœurement, la C.G.T. a jugé le terrain favorable pour rompre les négociations avec le Pouvoir à la S.N.C.F., en attendant d'engager une guérilla sur plusieurs fronts à la fois.

On ne réforme pas un régime bureaucratique et qui institutionnalise les conflits entre Français sous couvert de la lutte des partis. On l'abat. Dans la querelle Chaban-C.G.T., nous demeurerons hors de la mêlée en guettant simplement toutes les occasions qui nous permettront de dresser les travailleurs contre les politiciens du Régime et de son opposition privilégiée.

N.A.F.

NAF TÉLEX NAF TÉLEX NAF TÉLEX

Conséquence inattendue de l'élargissement de la C.E.E. : les hauts prix pratiqués pour les céréales risquent d'inciter les agriculteurs britanniques à abandonner les productions animales. D'où augmentation des excédents de blé de la Communauté.

• REGION PARISIENNE. — Le promoteur de la Résidence du Parc-de-Béarn, à Saint-Cloud, n'aimait sans doute pas la verdure : il avait construit 432 logements dans une zone d'espaces verts où ce genre de pratique était parfaitement illégal. Le préfet de Seine-et-Oise avait accordé une semi-autorisation. Moins complaisant, le Conseil d'Etat vient de l'annuler. Il reste à savoir si M. Chalandon, ministre de l'Equipement et du Logement, ne va pas suggérer — comme il l'a fait pour un ensemble immobilier de Marly, tout aussi illégal — d'adapter la loi aux promoteurs et de faire délivrer, après une nouvelle procédure, un permis de construire en bonne et due forme à la société immobilière du

Parc-du-Béarn... dont le P.D.G. fut, jusqu'en octobre 1968, un certain Albin Chalandon.

• VOIE EXPRESS. — Le Conseil de l'U.E.R., Histoire de Paris X (Nanterre), a condamné, par 13 voix contre 3, le projet de voie express asphyxiante. Même M. Rémond le trouve inepte !

E R R A T A

— Un lapsus a fait écrire à Paul Maissonblanche, dans le n° 45, page 5, deuxième colonne : « La ligne de Sceaux qui aboutit aux Invalides » ; il s'agit, bien entendu, de la ligne de Vanves.

— Dans le même numéro, page 12 (article de Pierre Debray : « En souvenir d'un Ordre français », deuxième colonne, lignes 10-11 au lieu de « L'abbé Berges, de Nantes », lire « L'abbé Georges de Nantes ».

Page 6, « République ou Monarchie », l'encart de présentation de Paul Sérant, lire dans la liste de ses ouvrages : René Guénon au lieu de René Quériou.

République ou Monarchie

La semaine prochaine,
la réponse de

Jean-François
CHIAPPE
historien

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

Pierre BOUTANG nous répond

N.A.F. — Pierre Boutang, vous êtes monarchiste. Pourquoi ?

P. B. — La monarchie est une espérance de la France. Je ne dis pas qu'il y aura une espérance sans la monarchie parce que, à vrai dire, je n'en vois pas d'autre. Mais je ne veux pas dire non plus que la France a comme seule espérance la monarchie. Maurras n'a jamais dit pareille chose. Mais la monarchie m'apparaît comme l'espérance la plus rationnelle et la plus virtuellement vive de la France. Et je le pense pour des raisons qui se situent à différents niveaux.

Ainsi, au niveau sensible, je ne peux imaginer une autre dimension de la vie des hommes que la dimension dynastique. Proudhon disait que « nul n'est homme s'il n'est père ». Je ne m'intéresse à l'histoire et à l'avenir ni pour moi, ni pour ma génération, ni pour l'indéfini rhétorique et utopique, mais pour le rapport du père au fils, du grand-père au petit-fils, donc, dans le sensible, par rapport à la paternité. Il n'y a de politique que dans la paternité. Le rapport du père au fils est fondamental et la tradition, c'est la réalité.

On me parlera de Freud. Mais je pense que la marmite fermée de Freud ne tient pas debout. Je pense que Freud commet une erreur décisive en affirmant que toute connaissance est liée au Moi somatique, que le Moi est d'abord le corps somatique. Mais à part cela, je peux tout accepter de Freud, y compris le Sur-Moi, le rapport au père, la répression, la sublimation, sauf un point fondamental : c'est que si le père existe chez l'homme alors qu'il n'y a aucune paternité chez les animaux, c'est que l'homme est à l'image de Dieu, à l'image de la Trinité. Et c'est par rapport à la Trinité divine, et singulièrement à la paternité divine, que ma politique s'établit. Donc, au niveau théologique, aucune espèce de doute : il y a la paternité divine, il y a le rapport au père. Les imbéciles qui croient liquider ce rapport secret et mystérieux, dont Freud montre toute la portée, en parlant de « paternalisme », feraient bien de réfléchir un peu... On peut en effet fabriquer un « Notre Père » freudien :

« Notre Père qui êtes dans le Sur-Moi
« Donnez-nous aujourd'hui notre libido quotidienne

« Pardonnez-nous nos offenses, c'est-à-dire nos agressions sadiques

« Comme nous les pardonnons masochistiquement à ceux qui nous ont offensés

« Mais ne nous laissez pas succomber à la névrose. Ainsi soit-il. »

Et après ? Quand vous avez fabriqué ce « Notre Père », il vous faut encore expliquer l'essentiel, c'est-à-dire le rapport au père, fondamental, essentiel, mystérieux, non animal, secret, de l'homme et du destin.

On me fait rire avec la fraternité. Car on en arrive bien vite, partant de son fantôme, à la notion révolutionnaire de « la Fraternité ou la Mort ». On tue le père, on aboutit au frère et, en proclamant cette fraternité, on sous-entend : « sois mon frère

ou mourrons s'il le faut », ou, ce qui est pire, « sois mon frère ou je te tue ». Mais Freud avait expliqué cela — comme le christianisme d'ailleurs — à savoir qu'il y a dissociation d'un ensemble déjà établi, et que l'instinct de mort va se réfugier ailleurs. Et vous avez le Sur-Moi révolutionnaire, le Sur-Moi jacobin qui dit « la Fraternité ou la Mort ». De même chez Kant : l'équilibre catholique étant détruit, un nouvel équilibre piétiste va s'établir et, dans l'entre-deux, l'instinct de mort va se réfugier dans le Sur-Moi qui dit « tu dois » d'une manière horrible. Ce qu'il y a de meilleur, polémiquement, dans l'Action française, c'est qu'elle a toujours refusé le kantisme et la férocité du Sur-Moi, et la sottise...

Voilà pour le sensible et pour l'intelligible. Et du côté des sentiments, il est clair que la monarchie propose des sentiments comme on ne les trouve qu'en elle. Nous n'avons pas eu de chance à l'A.F., sauf à travers Maurras : nous n'avons pas eu de poètes, ou des poètes qui ne disaient que des bêtises, alors qu'il y avait, ailleurs, des gens comme Eliot, comme Pound. De même, nos philosophes ont souvent été des rationalistes grotesques, alors que nous aurions pu accueillir l'équivalent français de Scheler : sa réflexion sur l'affectivité était merveilleusement homogène à la conception fondamentale de Maurras et pouvait conduire, en philosophie politique, à quelque chose de différent de ce que nous avons connu. Mais nos malheurs ne jugent pas nos doctrines et nous n'avons qu'à inventer notre psychologie, notre poétique. Il est temps !

N.A.F. — Que représente la France aujourd'hui, que faut-il enseigner aux jeunes Français de la France ?

P. B. — Si je vous disais que la France est un secret, je ne vous surprendrais pas beaucoup. La France, je n'aime pas beaucoup en parler. J'ai horreur du jacobinisme, j'ai horreur du chauvinisme et du patriotisme idéologique. Je n'aime le patriotisme que lorsqu'il constitue une vertu. Donc, je n'aime pas beaucoup parler de la France parce que j'en vis, que j'en respire, parce qu'elle est mon être, sauf aux limites terribles où je sortirais de l'être, où je deviendrais homme du cosmos, homme du « monde », et je ne sais quelle terrible aventure je courrais. Mais ce que je sais bien, c'est que je ne veux pas la courir, car je m'assure de trouver l'universel à l'intérieur de cette réalité que je n'ai pas fini d'épuiser, et que la vie d'un homme ne suffit pas à épuiser.

La France, c'est surtout la situation existentielle, pour un Français, de ne pas pouvoir supposer même que l'on soit autre que ce que l'on est. L'hypothèse que je puisse appartenir à une autre nation me paraît infécondé, inutile. Être d'une nation, c'est y être né, le mot le dit.

Quant aux Français, je ne sais pas très bien ce qu'ils sont. Ils me déçoivent, ils m'irritent, ils me ravissent. Mais la France,

je sais. Je sais par des images, je sais par des continuités mystérieuses, je sais par des appels, je sais au-delà du présent. C'est ma vie et mon souffle. Je cherche à l'incarner et à la vivre partout où je la trouve. Mais surtout, la France c'est mon langage ; c'est « articuler », c'est parler, c'est la poésie ! C'est une poésie fondamentale et continue. Tant que je peux trouver le fil de mon langage à travers les siècles passés, que je puis avoir quelque gage que ce langage sera continué dans l'avenir, je ne suis pas seul car je pense que mes enfants parleront une langue qui sera différente, enrichie, mais la même, celle-ci...

La France, c'est cela : c'est ce réel jamais épuisé, toujours abordé, toujours vous soutenant, en deçà de vous et par dessous, et vous projetant vers l'avenir. La France est le plus gigantesque des projets. Nous sommes notre passé, pas du tout parce que nous ne sommes que notre passé, mais parce que notre avenir c'est notre passé. Parce que notre passé demande l'avenir. La tradition, comme le disait Jean Paulhan, c'est la transmission. C'est cela, la France. Spinoza parlait de la « nature naturante » et de la « nature naturée » : je suis pour la France francisante et non pour la France francisée. Bien sûr, je défends la France francisée avec les traditionalistes bêtas parce que j'aime mieux la France francisée que la France anglicisée ou germanisée, mais il n'empêche que l'important est la France francisante, francisant les autres, à l'occasion, mais se francisant soi-même, revenant lentement, patiemment, sûrement sur soi pour obtenir le modèle idéal, l'être qui devant Dieu deviendra vrai ; car enfin, bien que Matzneff (que j'aime beaucoup et admire), me l'ait reproché, je suis de l'avis du Chatov des « Possédés », je crois profondément que « qui perd son peuple perd son Christ », car Dieu attend que votre nation soit une image de ce qu'il veut de l'être humain.

N.A.F. — Beaucoup prétendent pourtant que la France est finie...

P. B. — Ah ! les imbéciles ! La France finie ! On la connaît depuis longtemps, cette petite histoire. On l'a dit au moment de Jeanne d'Arc, au moment de la Ligue. Lisez le Procès de Jeanne d'Arc, lisez la Satire Ménippée !

Chaque fois qu'un petit enfant naît, tout recommence. Chaque fois que le langage est présent, tout reprend. Chaque fois que l'on parle français, nous retournons aux sources. La France finie ? Mais non ! Ils finiront avant, ceux qui le disent. Qu'ils se souviennent qu'ils sont mortels et qu'ils nous foutent la paix avec la France finissable ou finie ! Même par eux, elle ne finit pas.

N.A.F. — La France peut-elle encore jouer un rôle entre les grands empires, comme le réclamait Maurras dans Kiel et Tanger ?

P. B. — Il y a le texte de Maurras, et il y a ce qui a été fait depuis. Les monarchistes ne se sont malheureusement pas

aperçus que le meilleur lecteur de Kiel et Tanger, c'était De Gaulle. De Gaulle n'a fait qu'appliquer cette saine doctrine, en partie avec des compromis. Mais qui vous dit que Louis XIV, que Saint Louis, n'ont pas bâti leur légende et fait leur histoire avec un peu de compromis, un peu de quiproquo, un peu de hasard ?

Si De Gaulle m'a intéressé, c'est à cause de cela. C'est parce qu'il humiliait la démocratie stupide, parce qu'il restaurait l'idée de légitimité, parce qu'il donnait un retentissement merveilleux à cette idée de la France. Or une nation comme la France ne peut vivre que de son retentissement combiné avec sa survie. La faire survivre sans qu'elle retentisse, c'est rêver ; la faire retentir — comme la démocratie le veut — en compromettant sa survie, c'est folie.

N.A.F. — Mais la monarchie est la condition essentielle de cette survie ?

P. B. — J'en suis persuadé. Nous avons eu avec De Gaulle une quasi-monarchie, comme il y a eu autrefois une « monarchie de guerre » avec Clemenceau. J'ai cru, et le Prince a cru, en cette possibilité que représentait De Gaulle. Et je dis que nous n'avons pas de raison de penser qu'il était moins informé que nous, que placé dans sa position de prétendant, d'homme qui n'a jamais renoncé au passé profond de son histoire et de sa race, il y avait là quelque chose de frappant. Il est frappant que De Gaulle ait reçu le Comte de Paris à la porte de Colombey comme Bismarck recevait son roi. Mais relisez les « Mémoires d'espoir »... Alors le reste, le détail, que voulez-vous que cela me fasse ! Aurions-nous rêvé que le mot de légitimité rentrerait dans la réalité française ? Même Maurras n'avait pas réussi à l'y faire rentrer tout à fait. Maintenant, on parle de légitimité le plus « naturellement » du monde. Ce qui est un tort. Il n'empêche que la légitimité est rentrée dans la vie française au-delà de la légalité. Voilà ce qui me paraît essentiel.

N.A.F. — Beaucoup de monarchistes soutiennent la monarchie en théorie, mais ne veulent pas entendre parler de la personne du Prince...

P. B. — Parce qu'ils ne sont pas monarchistes ! C'est l'histoire du Roi Lear qui demande à sa fille : "M'aimes-tu, comment m'aimes-tu ?" et il devient fou, et tout est perdu. En réalité, nous aimons notre mère parce qu'elle est notre mère, et nous l'aimons parce qu'elle est ce qu'elle est. Tout le « ce qu'elle est » est modifié par le fait qu'elle est notre mère et réciproquement.

Le Comte de Paris a été, et reste, une chance prodigieuse dans le monde moderne. Car après tout, les monarchistes ne nous importent pas tellement... Or, le Prince a été l'homme qui a obtenu chez les non-monarchistes le résultat le plus extraordinaire qui n'avait jamais été obtenu par aucun prétendant. Ce rôle ingrat, terrible, de prétendant qui ne renonce pas, qui ne veut pas non plus passer à l'intérieur d'une République pour un fabricant de coups d'Etat, qui doit à la fois plaire et déplaire, le Prince l'a joué. Et l'on n'a jamais vu Prince-prétendant aussi aimé, estimé, que ne l'a été le Comte de Paris. Allez voir les non-monarchistes ; personne ne pense ni ne dit du mal de lui. Mais les monarchistes

aiment cracher dans leur soupe, ils sont furieux de ne pas faire, eux, la monarchie. Les monarchistes, trop souvent, ne sont pas monarchistes, ils sont « bibistes », comme disait Maurras. Ils sont monarchistes parce qu'ils ont eu la chance d'avoir un homme de génie qui était Maurras et dont ils sont les parasites, car les parasites de Maurras sont innombrables sur le passé de l'Action française ! Ces gens-là ne disent du mal du Prince que par rapport à leur impuissance, que par rapport à leur état abominable de profiteur du génie. Les gens qui disent du mal du Comte de Paris sont des sots s'ils sont monarchistes. S'ils ne sont pas monarchistes, ils commencent de m'intéresser, mais il n'y en a pas, ou très peu.

N.A.F. — Il est certain qu'on ne pourra pas réapprendre la monarchie aux Français sans parler du Prince...

P. B. — J'irais plus loin. J'ai été jusqu'à penser que la monarchie pouvait être restaurée sans le terme de monarchie, qu'une réconciliation mystérieuse entre la monarchie et la république, comme Rome l'a trouvée — mais mal —, était possible. J'ai pensé que l'élection du Comte de Paris dans un Etat qui avait donné à la cité une tête, pouvait très bien conduire à la suite. Car, d'eux-mêmes, les Français auraient pu être conduits à adopter, par commodité si j'ose dire, le principe héréditaire. Mais dans la transition entre la république et la monarchie, j'ai pensé qu'il y avait là quelque chose de possible. C'était possible et j'ose dire : cela a failli être. Après tout, le système que nous avons peut trouver la logique que De Gaulle lui avait donné et qui est une logique monarchique.

N.A.F. — Quelle est votre opinion sur la crise de la société moderne ?

P. B. — La société de consommation me répugne et je la crois moribonde. Et même morte. J'ai de nombreuses raisons de le croire. Je m'en réfère à Schumpeter montrant que la société moderne périra parce que les valeurs pré-capitalistes sont mortes et que, tant qu'elle n'aura pas découvert de nouvelles vertus, elle sera incapable de durer. Je me réfère à Vico, montrant qu'il faut que renaisse un âge héroïque après l'âge de « n'importe qui » dans lequel nous sommes. Il faut préparer le retour de cet âge héroïque, comme l'Empire romain a trouvé, à son détour, la féodalité.

Je ne crois donc pas à cette société, mais je ne veux pas bêtement la détruire, marginalement, avec des gens qui en profitent et qui nous fourniraient simplement le dé-

sordre et la chienlit. C'est pour cela que j'ai été entièrement, sans réserve, en dépit de tout ce qu'a pu dire mon ami Clavel, hostile à Mai 1968.

N.A.F. — Quel jugement portez-vous sur le phénomène général de la contestation ?

P. B. — Il y a ce qui est contesté et il y a ceux qui contestent. On a raison de contester ce qui est contesté. Mais ceux qui contestent ont tort parce qu'ils sont médiocres ou fous et parce qu'ils n'existent eux-mêmes que par rapport à ce qu'ils contestent. C'est donc une plaisanterie !

Finalement, si on a « cassé la baraque » en Mai 1968, c'est parce que le système était à la fois trop bien et trop mal. C'était l'ambiguïté démocratique ! Le système était satisfaisant par certains aspects, mais il existait aussi des vexations et des injustices comme la société démocratique sait en fabriquer. Il en existe toujours d'ailleurs. Tout le monde sait que je suis gaulliste dans la période présente, mais quand je vois la feuille d'impôts de Chaban-Delmas, je trouve cela parfaitement inadmissible. Aucune légalité ne me rassure, là-dessus ; au contraire... Comment voulez-vous que les gens admettent cela ! S'ils avaient un peu de courage, ils pourraient, par cela seul, soulever les pavés ! Cela dit, je pense que le personnel des précédentes républiques était encore pire, que ses feuilles d'impôts étaient plus scandaleuses encore... Sans compter ce qu'il volait par ailleurs.

N.A.F. — Et, plus particulièrement, que pensez-vous du gauchisme ?

P. B. — Je pense que le dégoût et la colère des gauchistes à l'égard de la société actuelle et plus particulièrement du corps enseignant est un phénomène intéressant. Mais le gauchisme libère des énergies que vous n'êtes pas en mesure de contrôler. Donc la moindre flatterie, la moindre hésitation doctrinale à son égard seraient criminelles. Certes au niveau individuel tout est possible...

N.A.F. — Quelles sont, à votre avis, les grandes lignes que devrait suivre la postérité maurrassienne ?

P. B. — Le refus de toute bêtise. Le refus, dans l'ordre religieux, dans l'ordre poétique, de tout thème stéréotypé, de ce que mon ami Philippe Ariès appelle les « litanies bêtes ». Il faut vous adresser aux hommes libres, aux hommes de bon sens. Il vous appartient de leur donner les conditions d'espérance et de réflexion nécessaires. Ainsi vous les aiderez et ils vous aideront.

Un philosophe royaliste

Pierre Boutang est royaliste. On pourrait même dire que contrairement à Maurras « il est né royaliste » et n'a jamais eu à remettre en question ce qui chez lui est consubstantiel, participant à son être, au mouvement de sa pensée, de son langage, de sa sensibilité. Nous perdriions beaucoup à ne pas écouter sa leçon qui nous dit que tout ici-bas participe d'une même harmonie fondamentale, de notre condition charnelle de fils et de père au mystère trinitaire qui nous enveloppe. La politique ne se sépare pas de la vie, de ses racines profondes. Si-

non, elle ne serait pas humaine.

Il fallait que cela soit dit par un vrai philosophe interrogeant sans cesse le mystère du monde. Un rationaliste méconnaît l'être, préférant la logique folle de sa raison raisonnée, cette raison que les révolutionnaires plaçaient sur leurs autels tandis qu'ils guillotinaient le roi et mutilaient atrocement un pays qui jamais ne s'en remettrait. Il y a parfaite correspondance entre la raison jacobine et la terreur jacobine, entre la dissolution d'une intelli-

(Suite page 6)

L'INQUIETUDE MODERNE

Le débat publié la semaine dernière dans la N.A.F. a montré que Paul Sérant était loin d'être d'accord avec nous sur le problème politique, puisque ni le nationalisme ni la monarchie n'entraînent son adhésion. Ces profondes divergences ne nous empêcheront pas de dire tout le bien que nous pensons de son livre (1) en réponse à la « Lettre ouverte aux gens heureux » de Louis Pauwels.

D'abord, Paul Sérant a trouvé le ton juste. Cette « Lettre » ne contient ni les injures, ni les moqueries qui sont habituelles dans les duels littéraires ou politiques. Elle n'aligne pas non plus d'interminables statistiques, pas plus qu'elle ne fait référence à de nombreux écrits savants. C'est la réponse d'un homme de bon sens, qui parle le langage de tout le monde, en faisant référence aux seuls faits connus de tous.

C'est ainsi que Paul Sérant, très simplement et très poliment, dresse un acte d'accusation très complet de notre société. Car, de nos jours, les gens ont le droit d'être inquiets, d'être mécontents de la vie qu'on leur fait. Sans doute, des biens matériels nombreux et perfectionnés sont mis à leur disposition ; encore faut-il les acquérir, le plus souvent au moyen de traites qui pèsent lourd dans le budget du plus grand nombre. Et nombreux sont ceux qui doivent se contenter de regarder les vitrines, parce que la croissance économique tant célébrée les écrase implacablement. Pas de bonheur dans notre société pour ceux qui n'en ont pas les moyens, car, comme le dit Sérant : « *Le bonheur tel qu'on l'enseigne à nos contemporains est directement fonction de l'argent.* »

Le progrès économique aboutit donc à créer des biens, mais surtout à susciter l'obsession des biens matériels. Est-ce là le bonheur ? D'autant plus

que le progrès social est une notion bien équivoque lorsqu'on songe aux traumatismes en tous genres que suscite l'urbanisme d'aujourd'hui. L'optimisme technocratique, qui soumet la production comme l'intelligence aux impératifs de la rentabilité, n'est donc pas de mise. D'autant plus que cet optimisme recèle la pire des barbaries. Eichmann aussi, remarque Sérant, était un optimiste : il pensait que le meilleur des mondes naîtrait du triomphe de la race germanique. Et il préparait cet âge d'or en tuant sans haine, bureaucratiquement, des millions de Juifs. L'état d'esprit des technocrates d'aujourd'hui n'est guère différent, ce sont seulement les choses qu'ils gèrent qui ne se ressemblent pas. Aussi peut-on se demander ce que feraient, dans une conjoncture économique et sociale dramatique, « ceux qui, pour l'instant, détruisent sans inhumanité ».

Ainsi, les hommes inquiets d'aujourd'hui ne sont pas des malades imaginaires, comme le prétend Pauwels. La pollution atmosphérique, la destruction de la nature, sont des faits que Sérant n'a aucun mal à mettre en évidence. Et la déshumanisation des villes modernes, loin d'être un slogan, est une triste réalité, cause première de ces exodes des fins de semaine que l'on se plaît à présenter comme une conséquence bienfaisante de la société d'abondance.

La révolte des jeunes n'est-elle pas dès lors justifiée ? Comme l'écrit très justement Paul Sérant, cette révolte « exprimait le refus général d'une société dont ils ressentaient fortement les contradictions, même lorsqu'ils n'étaient pas capables de les définir avec précision... Je crois pour ma part que nos jeunes souffraient — et souffrent encore — du manque de finalité dans no-

tre société. On finit toujours par vouloir "casser la baraque", quand la baraque ne vous offre aucun motif d'espérance ». Et c'est à ce monde déshumanisé que l'Eglise entend se soumettre. D'où la crise qui l'affecte car « c'est précisément ce monde-là, ce monde du tumulte collectif dont un nombre croissant d'hommes et de femmes éprouvent le besoin de sortir ».

Triste époque en vérité que certains tenteront de fuir en cultivant un art de vivre personnel. Mais, comme le dit encore Sérant, « un homme doué pour le bonheur le plus profond peut certainement le connaître à Sarcelles. Il y eut aussi, dans les camps de concentration, des hommes dont l'égalité d'âme stupéfiait et réconfortait leurs compagnons de misère. S'il y a des camps, mieux vaut qu'on y trouve des saints. Il reste préférable qu'il n'y ait pas de camps ». Oui, mais comment faire pour que notre société ne soit plus totalitaire ? La renaissance des communautés régionales à laquelle Paul Sérant nous invite est certainement une nécessité. Encore faut-il que l'Etat permette cette renaissance, encore faut-il que les hommes qui souhaitent changer la vie puissent trouver appui sur un héritage, renouer avec les fondements de leur civilisation. La démocratie, servante de la société d'abondance et de la technocratie, marche-pied du totalitarisme, cette démocratie que Paul Sérant se refusait à condamner l'autre jour, n'est certainement pas le meilleur moyen de supprimer ce que Maurras appelait déjà au début de ce siècle l'inquiétude moderne. **Bertrand LA RICHARDAIS.**

(1) Paul Sérant : « Lettre à Louis Pauwels sur les gens inquiets... » (La Table Ronde). En vente aux bureaux de la N.A.F.

(Suite de la page 5)

gence désincarnée et la mort du père.

De même, il nous est précieux qu'il rappelle que la France n'est ni un moloch, ni une abstraction, mais qu'elle nous constitue nous-mêmes, qu'enracinée dans la durée elle n'en est pas moins toujours en projet, qu'elle est plutôt du domaine de l'être que de l'avoir et qu'en définitive nous serions perdus, nous serions anéantis si elle disparaissait. Mais la France ne disparaît pas, elle survit à ceux qui conspirent pour sa fin.

Combien nous approuvons Boutang lorsqu'il s'insurge contre ces royalistes sans prince, ces gens qui passent leur temps à en médire, accomplissant ainsi ce que nos pires adversaires n'oseraient rêver de faire ! Il était nécessaire que soit rappelée la personnalité du Comte de Paris, d'un prétendant qui n'a jamais cessé d'être fidèle à son devoir d'Etat qui est de prétendre régner et qui connaît son pays et ses citoyens comme personne au monde !

Notre désaccord, avec notre interlocuteur, commence avec la question du général De Gaulle. Adversaires de son régime, de celui qu'il incarnait et qui lui survit, nous n'avons jamais eu la stupidité d'ignorer le

meilleur fonctionnement institutionnel dû au déclin parlementaire. De même, nous n'avons pas manqué de noter que certaines intuitions de la politique extérieure gaulliste s'apparentaient au « modèle » défini par Maurras dans Kiel et Tanger et rejoignaient la volonté capétienne d'échapper au joug des impérialismes mondiaux. Malgré cela nous n'avons cessé de combattre un régime qui actualisait parfaitement l'alternative autoritaire de la démocratie.

De la démocratie, la V^e République ne conserve-t-elle pas les tares essentielles : origine électorale du pouvoir et dès lors dépendance par rapport à ce que Maurras appelait « l'or » et qui sous-entend tout ce système dont la finalité, la logique et la morale nous sont étrangères ! Nature bureaucratique et centralisatrice hostile aux libertés ; nature partisane, foncièrement incapable d'arbitrer au nom du bien commun ; nature technocratique parce que toute l'autorité du César se révèle impuissante à donner aux experts nécessaires le rôle subordonné qui leur revient...

Il est sûr que le général De Gaulle fut sans cesse tourmenté par l'idée de légitimité et qu'au fond il pensait (il l'a même écrit) que la question se posait depuis

1789. C'est pourquoi l'hypothèse d'un retour du roi par le ministère de Charles De Gaulle n'était pas absurde. Le malheur veut qu'elle ne se soit pas vérifiée. Le grief majeur que nous pourrions concevoir contre De Gaulle dans ces conditions n'est-il pas qu'ayant compris qu'il fallait à tout prix restaurer la légitimité, il n'ait pas tout fait pour cela ?

Nous serions coupables pourtant d'éterniser nos disputes sur le passé. Car c'est l'avenir monarchique qu'il s'agit de construire. Pour cela, il nous faut prendre très au sérieux le conseil que Pierre Boutang donne aux générations post-maurrassiennes. Le refus des « litanies bêtes », des ressassements masochistes, des clichés usés, doit constituer un impératif absolu si toutefois nous voulons assumer le projet maurrasien qui consiste à engager sans cesse le débat de l'intelligence avec les hommes libres, les hommes de bon sens, ceux qui osent imaginer autre chose que l'univers démocratique, sont capables de saisir le « secret » de la France et donc de renouer avec sa vie, sa continuité, son dynamisme capétiens.

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.

PRESSE : le grand tournant

La mort de "Paris-Jour" ne sera pas passée inaperçue et dans sa tombe feu Cino Del Duca, empereur de la presse du cœur et cultivateur en sensationnel, a dû se réjouir : son organe préféré a fourni pendant plusieurs jours la « une » des quotidiens. En disparaissant, il fait honneur (?) au groupe auquel il appartenait, fondé sur l'exploitation de la sensiblerie et l'utilisation de l'abêtissement comme moyen de vente. Cino Del Duca doit être mentionné aux côtés d'un Pierre Lazareff ou d'un Robert Lazurick comme un des grands responsables de l'effrayante décadence de la presse française depuis 1945. Que disparaisse un quotidien qui recherchait et exploitait l'abject systématiquement est un fait réjouissant en soi.

Et cependant, par un paradoxe apparent, la rédaction de la N.A.F. unanime a exprimé sa solidarité aux journalistes grévistes du 1^{er} février. La mort de "Paris-Jour" en effet marque une étape dans le processus implacable qui amène la presse de la démocratie à se prostituer avant de disparaître, dévorée par la télévision d'Etat plus apte qu'elle à exploiter le sensationnel.

DE LA PROSTITUTION A L'ÉTRANGLEMENT

La presse qui s'est fondée à la Libération était avant tout une presse partisane. Les hommes du tri-partisme se sont partagés les dépouilles des journaux collaborationnistes ou prétendus tels et ont proclamé leur volonté de créer une presse « dure et pure ». En fait, leur inexpérience a très rapidement entraîné la faillite de la plupart des journaux ainsi créés et les magnats de la presse d'information telle qu'elle existait avant-guerre ont racheté un certain nombre de titres issus de la Libération. C'est ainsi que "Défense de la France" est devenu "France-Soir", que "Franc-Tireur" s'est métamorphosé en "Paris-Jour".

Les industriels de la grande presse ont perfectionné les techniques de "Paris-Soir" fondé dans les années trente par Prouvost : titres énormes avec utilisation massive du superlatif afin de créer le sensationnel systématiquement à tout propos et hors de propos, exploitation du sang et du sexe. Pierrot-les-bretelles, dit le commandeur Lazareff, s'est surpassé dans ce genre de technique.

La vente abondante de cette littérature n'était pas en elle-même un critère de rentabilité puisque les habitudes prises depuis Emile de Girardin au XIX^e siècle et la politique de blocage des prix pratiquée par l'Etat, ont entraîné une stabilisation du prix de vente à un taux nettement inférieur au prix de revient. Mais les journaux à sensation se rattrapent en arguant de leurs gros tirages pour augmenter leurs tarifs publicitaires et solliciter les grandes agences répartissant la réclame des firmes. Ainsi, les recettes de la publicité et des petites annonces ont fini par constituer entre 60 et 80 % des rentrées des grands quotidiens.

A cette époque, ceux-ci voient l'avenir en rose et ne lésinent pas sur la dépense. Les rédacteurs se font payer au tarif des cadres supérieurs, les rédacteurs en chef gagnent couramment 15.000 F par mois et les notes de frais vont grand train.

Mais cet âge d'or de la presse-lessive va être bref. La concurrence de la télévision qui « informe » plus rapidement, qui a la supériorité d'impact de l'image, a entraîné rapidement une stagnation dans le tirage de "France-Soir" ou du "Parisien Libéré". Elle va provoquer une ponction dans la manne publicitaire.

Dans le même temps, l'Etat jouait de la télévision contre la presse. Lazareff ou Del Duca avaient certes manié avec zèle la brosse à reluire et laissé l'Etat non seulement dicter la ligne politique du journal, mais intervenir dans son équilibre financier en ouvrant ou fermant le robinet de la publicité des firmes nationalisées et en bloquant les prix de vente et les tarifs publicitaires. Le Pouvoir, qui souhaite réduire le nombre des quotidiens parisiens à trois ou quatre afin de mieux massifier l'opinion, va se servir de ces moyens pour asphyxier la presse écrite ; certains quotidiens importants sont obligés de pratiquer des tarifs publicitaires qui leur paient tout juste le prix du papier consacré à cette activité. Ainsi, la presse, après s'être transformée en une simple industrie, est petit à petit en voie d'élimination.

VRAIS ET FAUX REMÈDES

Devant la gravité de la situation, la révolte des journalistes est saine en soi. Au vu des premières réactions, on peut malheureusement

craindre qu'elle ne se fourvoie dans une série d'impasses.

En effet, il est parfaitement déraisonnable de préconiser comme solution à la crise une augmentation de l'aide de l'Etat sous forme de subventions ou de détaxation. Peut-être l'hôte hilare et cynique de l'Elysée consentira-t-il, histoire de montrer son attachement à la presse écrite, à verser, outre quelques larmes de crocodile sur le cadavre de "Paris-Jour", quelques millions dans les caisses des grands journaux. Mais on ne fera que retarder l'échéance en agissant ainsi et on livrera la presse davantage encore à la tutelle de l'Etat.

Quant aux propositions avancées au cours d'une assemblée-débat par des membres du Centre Français de Journalisme (école de journalisme), elles sont tout bonnement délirantes : développons le « spectacle », c'est-à-dire le gros effet bien sensationnel et tâchons de soulever de bons scandales, au besoin en faisant comme ces journalistes américains qui exploitent des fuites entraînant la divulgation des secrets militaires du Pentagone. Cette attitude n'est pas seulement politiquement inadmissible ; elle est suicidaire professionnellement parlant : encore une fois en matière de « spectacle », la presse écrite sera toujours distancée par l'audiovisuel. En s'obstinant à se battre sur ce terrain, elle précipiterait inmanquablement sa chute.

Bien au contraire, il est bon de noter que seuls les quotidiens possédant un public fidèle parviennent tant bien que mal à juguler les effets de la crise. C'est le cas à Paris des journaux ayant une certaine tenue intellectuelle comme "La Croix" et "Le Monde", en province des journaux qui savent s'attacher leurs lecteurs par la variété de leurs informations locales, depuis le compte rendu d'une séance du ciné-club de la ville jusqu'à celui de l'assemblée générale de telle association sportive. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de domaines inexploités par la grande information.

La leçon est claire : les journalistes sont condamnés à cesser de ramper s'ils veulent survivre. Ou bien ils redeviendront les défenseurs de l'intelligence et seront à terme conduits à contester un régime qui, fondé sur l'opinion, cherche à la décérébrer pour mieux la dominer, ou bien ils disparaîtront.

Paul MAISONBLANCHE.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

PARIS VIII^e - XVII^e

« CAMPAGNE SAUVER PARIS ». Conférence de Jean-Claude Botrel, responsable de la campagne. Mardi 8 février à 21 heures, Caves Pétrissan, 30, avenue Niel.

PARIS XV^e

Réunion le vendredi 11 février à 21 heures. Gérard Leclerc présentera : « Un nouveau débat sur la monarchie »

dans une salle réservée au sous-sol du Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (métro : Convention).

NICE

Le cercle Charles-Maurras communique les dates de ses prochaines conférences qui auront lieu salle Bréa, 4, boulevard Carabacel, 06 - Nice : les 1^{er} février, 15 février et 29 février à 20 h 45.

CENTRE UNIVERSITAIRE DAUPHINE

- Stand chaque jour de 12 à 13 heures dans le hall.
- Permanence tous les après-midi au local de la N.A.F., salle D 112. Tél. : 553-50-20, poste 47-26.

TROYES

Conférence de Jean-Claude Freaud : « La République tue les professions », au restaurant Butat, 50, rue de Turenne, à 20 h 30.

LIMOGES

Centre Turgot, 43, cours Burgrand, 83 - Limoges. Permanence le mardi de 16 à 19 heures.

BORDEAUX

Pour tous renseignements, écrire à J.-J. Boisserolle, B.P. 37, 33 - Bordeaux. Permanence le jeudi de 17 h 30 à 18 h 30, 44, rue des Remparts, 3^e étage.

Qui nous rendra les feux de la St-Jean?

II - Le retour de Dionysos

Au Moyen Age, dans certaines régions, se déchainait périodiquement la fête des fous. Vaste défolement collectif, elle constituait cette parenthèse de la vie sociale où rien de ce qui est habituellement honoré, servi, respecté, depuis les hiérarchies humaines jusqu'au culte sacré, n'était épargné dans une commune dérision. Le risque d'une pareille « fête », on le devine aisément, est de provoquer les pires débordements. Ceci explique qu'au Concile de Bâle, de 1431, une nette condamnation ait été lancée contre cette pratique, qui malgré cela, survécut jusqu'au XVI^e siècle.

Harvey Cox, bien connu en France pour son livre *La cité séculière*, regrette la disparition de la fête des fous et souhaiterait que le christianisme redevienne au sein de notre morne univers le premier artisan du retour de la fantaisie qui est chant, lumière et danse. Sans doute a-t-il raison pour une part, bien qu'à notre avis la perspective de son dernier livre (1) soit complètement fautive, voire même aberrante. Cox a beau faire des remarques d'un intérêt certain, celles-ci n'apparaissent pas ordonnées à une finalité vraiment chrétienne. Qu'on le veuille ou pas, le christianisme est radicalement étranger à la fête des fous. S'il invite à la fête, cette fête est d'un ordre infiniment autre, elle est participation à la surabondance d'amour de la vie trinitaire. C'est pourquoi la liturgie, qui est à la fois anticipation et participation à cette fête, ne saurait en aucun cas se mettre au diapason de la fête païenne.

Sinon, on va au culte vaudou, à la plus monstrueuse prostitution de la liturgie chrétienne avec le paganisme et ses liturgies sauvages. C'est le déchainement de la bête humaine. La fête des fous est plutôt une résurgence du paganisme des chroniques grecques et des saturnales romaines qui, écrit Jean Onimus, « imposaient une véritable inversion des valeurs, des hiérarchies sociales et du sacré ». Elles-mêmes n'étaient pas des résurgences de ces pratiques des primitifs lorsque « les tabous sont suspendus, et les pires scandales, les plus honteuses orgies deviennent licites. On mange la chair de l'animal sacré, totem de la tribu, l'inceste est pratiqué, on dépense en quelques heures des provisions laborieusement accumulées pendant l'année, une sorte de folie s'empare des gens. On frôle alors, dans un exaltant vertige, le gouffre de l'absolu. Dans l'explosion des désirs, on sent passer l'ivresse du nihilisme. L'impossible, en se réalisant, révèle son vide. Ainsi la fête fait voisiner la vie (à son paroxysme) avec la mort. Grandiose et tragique incendie où toutes les valeurs semblent se consumer dans un fabuleux holocauste... » (2).

Il est des moments où cette frénésie a tendance à envahir la vie entière. C'est

somptions qui minent les civilisations et les mènent à la mort. On songe au *Satyricon*, cette fresque puissante de Rome rongée par une frénésie qu'entretient « l'ivresse du nihilisme ».

Le retour de la fête n'implique donc pas forcément, loin de là, le retour à la vraie vie, c'est-à-dire à une vie où la société laisse s'épanouir toutes les qualités humaines, celles qui sont sources de joie, de rencontre, d'élévation intellectuelle. Le contraire peut être vrai. Nous allons en donner la preuve.

RETOUR A NUREMBERG

Maurice Bardèche, beau-frère de Robert Brasillach, dirige une revue intitulée *Défense de l'Occident* où par piété familiale il entend illustrer et réhabiliter un certain « fascisme ». Nous pensons d'ailleurs que par l'humanisme élevé dont témoignent ses meilleurs livres, Bardèche devrait être protégé des vertiges infernaux de l'univers indéfendable qu'il s'acharne à défendre. N'empêche que son souci apologétique le conduit à accueillir d'étranges évocations, à publier des études qui nous rappellent de sinistres chansons.

Ainsi sa revue publie-t-elle, en ce moment, des articles de Serge Thomas sous le titre : *Vous ne comprenez pas le gauchisme*. Mettant le nez dans un de ces articles sans aucun appétit intellectuel, je m'attendais en effet aux habituels poncifs de l'extrême-droite sur ces « crasseux, ces mal peignés, cette pègre, ces larves de hippies drogués », etc. Qu'elle ne fut pas ma stupéfaction ! Au lieu des litanies haineuses, se déployait une analyse intelligente et fine, sachant dépasser l'anecdote pour saisir le phénomène dans ses dimensions essentielles, dans son contexte de civilisation. Pourtant ce n'était pas pour en tirer les conclusions qui sont nôtres. Tout au contraire. Mais ici, il vaut mieux citer pour ne pas affaiblir le sens de la démonstration.

Serge Thomas évoque ces grands rassemblements, tel celui de Woodstock, où des dizaines de milliers de jeunes se rassemblent pour d'immenses fêtes musicales. (La musique n'est-elle pas pour le Nietzsche de la « naissance de la tragédie », le grand art dionysiaque ?) A Woodstock bien des contradictions et des ambiguïtés se révélaient, note-t-il : « une musique violente et syncopée contrastant avec une aspiration languissante à la paix et à la non-violence, une fête ressemblant par trop à la foire, l'espérance déçue de trouver un guide, un chef. Mais Altamont est une étape nouvelle, en ce que ces contradictions sont représentées sous une forme tragique, qui marque le point de non-retour. "Gimme Shelter, give me shelter" un appel au sauveur, tel est le titre du film qui retrace ce festival et plus généralement une « tournée » des Rolling Stones. Les organisateurs

de cette énorme manifestation, qui réunissait au même endroit 300.000 personnes, avaient fait appel aux Hell's Angels pour le service d'ordre ; ces derniers accomplissant leur tâche avec un zèle un peu trop exemplaire, des bagarres éclatèrent jusqu'au moment, où alors que les Rolling Stones étaient en scène, un jeune Noir s'élance, un revolver à la main : un Hell's Angel lui règle son compte en deux coups de poignard. Le public reste comme fasciné par cet acte et l'aura de puissance et de mystère qui entoure les Angels s'en accroît d'autant. Dans Pop Music Super Hebdo, J.-C. Gambert commente ces événements d'une manière très significative de l'atmosphère régnant alors à Altamont : il exprime à la fois sa consternation et une sorte d'admiration. Personne dans l'assistance ne s'élève contre ce que la conscience universelle s'accorde d'ordinaire à appeler un crime racial ».

Thomas écrit encore : « Les miradors de Woodstock se sont en quelque sorte garnis. Derrière les barbelés sont apparus les Hell's Angels, non pas violemment mais parce qu'ils ont été priés de venir faire la loi. Des gens accoutrés dérisoirement en GI's et bagarreurs de l'Américain invitent à leur fête d'autres jeunes gens tout aussi barbus et hirsutes qu'eux mais accoutrés quant à eux de vêtements décorés de croix gammées et d'insignes du III^e Reich. »

Conclusion du rédacteur de *Défense de l'Occident* : « Il semble qu'une telle énergie ne doive pas se perdre et qu'il faille tout faire pour la modeler et la diriger. Elle est peut-être un des espoirs de demain. » (3)

Les nazis pouvaient-ils rêver mieux ? Ont-ils jamais osé le crime rituel racial comme sommet de leur liturgie wagnérienne ? Le grand défolement collectif de Woodstock peut parfaitement se transformer en nouveau Nuremberg. Thomas ne triche pas, il n'a fait que définir une éventualité rigoureusement possible.

La fête entendue comme un défolement sans entraves est grosse de tous les monstres possibles. C'est d'autant plus vrai que l'intelligence perd intégralement ses droits dans l'affaire. La sensibilité toute pure ne connaissant de règle dans ses pulsions, se révèle masochiste. La recherche du chef, du guide totalitaire apparaît donc dans la logique de ces masses frénétiques.

Dans ce sens, ce qu'il nous faut craindre, c'est le retour de Dionysos, d'un Dionysos qui non content de tuer Socrate, tuerait cet Apollon auquel Nietzsche voulait pourtant l'associer.

(A suivre.)

Gérard LECLERC.

(1) Harvey Cox : *La fête des fous* (Le Seuil).

(2) Jean Onimus : *L'asphyxie et le cri* (Desclée de Brouwer).

(3) *Défense de l'Occident*, décembre 1971.